

Avis des Personnes Publiques Associées

Conformément à l'article L.143-33 du code de l'urbanisme, le projet de modification a été **notifié le 6 décembre 2022 à l'autorité administrative compétente de l'Etat et aux Personnes Publiques Associées** :

- Etat,
- Région,
- Département,
- Autorités organisatrices de la mobilité et syndicats mixtes de transports (CCPM, SMTUS, CCSA),
- EPCI compétents en matière de programme local de l'Habitat (3CA, CAMVS),
- Parc Naturel Régional de l'Avesnois,
- Chambre de Commerce et d'Industrie,
- Chambre des Métiers et de l'Artisanat
- Chambre d'Agriculture,
- Gestionnaire des infrastructures ferroviaire,
- SCOT limitrophes : SCoT du Valenciennois, SCoT du Cambrésis, SCoT du Pays de Thiérache
- Etablissement public territorial de bassin (SAGE Sambre et SAGE Escaut)
- Etablissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE Artois Picardie)

Par courrier en date du 26 janvier 2023, la Chambre d'Agriculture indique que cette procédure n'a pas d'impact sur l'activité agricole et qu'elle n'a pas de remarque sur la modification du SCoT, tout en restant vigilante quant à l'utilisation et la consommation du foncier.

Par courrier en date du 31 janvier 2023, le Conseil Départemental du Nord indique que cette procédure ne porte pas atteinte aux prescriptions du Département en matière d'aménagement.

Aucune autre remarque n'a été émise lors de cette consultation des Personnes Publiques Associées.